

Pendant qu'un Canadien sur cinq souffre d'insécurité alimentaire, le gouvernement continue de vouloir imposer sa taxe carbone sur l'agriculture



[Source : quebecnouvelles.info]

[Illustration : Photo Elliot Ferguson/The Whig-Standard/Postmedia Network]

Par Sabrina Maddeaux

Notre pays est peut-être riche en ressources naturelles, mais lorsqu'il s'agit de mettre de la nourriture sur la table des Canadiens, le gouvernement fédéral est en faillite tant sur le plan moral que politique. À maintes reprises, les libéraux ont préféré l'idéologie à la réalité économique, et la rhétorique à la substance.

C'est ainsi que le nombre de Canadiens souffrant de la faim n'a jamais été aussi élevé dans l'histoire récente – un état de fait qui devrait être une honte nationale.

Les banques alimentaires du pays font état d'un nombre record de clients, dont une part croissante possède une formation universitaire et un emploi à temps plein. En août, la Banque alimentaire d'Ottawa a été contrainte d'annuler des quarts de travail de triage des aliments parce qu'elle ne recevait pas assez de dons, un problème qu'elle a attribué à l'impact des prix élevés des aliments sur les habitudes des donateurs.

Selon un sondage Mainstreet publié en juin 2022, près d'un quart des Canadiens souffrent de la faim en raison de l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Cette année, un rapport national sur la pauvreté établi par Banques alimentaires Canada dénombre 18 % de la population en situation d'insécurité alimentaire.

Le taux d'inflation des produits alimentaires a toujours dépassé celui de l'indice des prix à la consommation (IPC), obligeant même les familles de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure à faire des choix difficiles à la caisse. Ces groupes démographiques ne souffrent peut-être pas de la faim, mais nombre d'entre eux ne bénéficient pas d'une alimentation

adéquate – une tendance qui aura des conséquences à la fois individuelles et sociétales si elle n'est pas maîtrisée.

Une nouvelle enquête menée par des chercheurs de l'université Dalhousie montre que 63 % des 5 000 personnes interrogées s'inquiètent des effets à long terme sur la santé qu'elles pourraient subir en choisissant des aliments moins nutritifs en raison de la flambée des prix. Quarante-neuf pour cent des personnes interrogées ont réduit leur consommation de protéines en raison de l'accessibilité financière, et 46 % ont réduit leur consommation de fruits et légumes.

Pendant longtemps, les libéraux du Premier ministre Justin Trudeau ont insisté sur le fait que la question de l'accessibilité financière était totalement hors de leur contrôle ; pour eux, c'était l'œuvre d'une fée magique de l'inflation des denrées alimentaires à l'échelle mondiale. S'il est vrai que les prix des produits alimentaires ont augmenté ailleurs après la pandémie, il suffit de regarder de l'autre côté de notre frontière, où le taux d'inflation alimentaire est inférieur au nôtre, pour savoir que le Canada pourrait faire beaucoup mieux.

La taxe carbone est un bon point de départ. S'il est évident que les libéraux ne la supprimeront jamais complètement, ils devraient la modifier de manière à ce qu'elle cesse de pénaliser notre secteur agricole et, par extension, les Canadiens ordinaires. C'est une question de bon sens : lorsqu'un quart de la population souffre de la faim et qu'un plus grand nombre encore n'a pas les moyens de se procurer des produits de base sains, on n'augmente pas les taxes sur les produits alimentaires.

La taxe carbone s'élève actuellement à 65 dollars par tonne d'émissions et atteindra 170 dollars d'ici à 2030 si le système n'est pas modifié.

Si la taxe carbone exempte déjà la plupart des carburants essence et diesel utilisés dans les exploitations agricoles, de nombreux aspects de l'agriculture et de la production alimentaire ne sont pas exemptés. Bien qu'ils aient été avertis depuis longtemps des conséquences négatives de cette mesure, les libéraux ont refusé de bouger, même s'ils font de grands discours sur l'accessibilité devant les caméras.

En février 2022, le député conservateur Ben Lobb a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-234, qui exempterait également le gaz naturel et le propane utilisés dans les exploitations agricoles pour des tâches essentielles telles que le séchage des céréales, la préparation des aliments pour animaux et le chauffage des granges. Un an plus tard, en mars 2023, le projet de loi a été adopté par la Chambre des communes avec le soutien du PCC, du NPD, du Bloc Québécois et du Parti vert, mais pas des libéraux, à l'exception d'une petite poignée d'entre eux.

Depuis, le projet de loi est bloqué au Sénat, censé être à l'étude, bien que son parrain au Sénat, le sénateur conservateur David Wells, pense que les sénateurs alignés sur les libéraux retardent délibérément son adoption.

Le Bureau parlementaire du budget (BPB) estime que le projet de loi C-234, s'il était adopté, permettrait aux agriculteurs d'économiser près d'un milliard de dollars d'ici à 2030. Il est plus difficile de calculer les économies réalisées par les consommateurs, mais on peut supposer qu'elles seraient importantes, surtout dans un contexte de crise financière où, pour de nombreuses familles, chaque dollar compte.

Si le projet de loi C-234 est rejeté, il s'agira du deuxième projet de loi de ce type à mourir au Sénat après avoir été adopté par la Chambre. Entre-temps, la saison estivale critique s'est écoulée sans que les exploitations agricoles ne paient la taxe sur les opérations nécessaires, ce qui a eu pour effet de faire grimper le prix de nos produits d'épicerie.

En outre, le transport des produits agricoles et des denrées alimentaires vers et depuis les exploitations agricoles continue d'être pénalisé par la taxe carbone. Le coût du carburant était déjà un facteur d'inflation important, même avant que la taxe ne vienne aggraver le préjudice économique. Un gouvernement qui augmente intentionnellement le prix du transport des produits agricoles de plusieurs centaines de dollars par trajet n'est pas un gouvernement qui veut vraiment faire baisser le prix des denrées alimentaires.

[...]

Source : National Post